

**SENAT DE BELGIQUE****SESSION DE 1990-1991**

12 JUILLET 1991

**Projet de loi sur la protection  
de la concurrence économique****AMENDEMENTS****SOMMAIRE**

| N <sup>os</sup>                              | Pages |
|----------------------------------------------|-------|
| 3 Amendements proposés par MM. Hatry et Boël | 2     |
| 4 Amendement proposé par M. Hatry . . . . .  | 5     |
| 5 Amendement proposé par MM. Hatry et Boël . | 5     |
| 6 Amendement proposé par M. Hatry . . . . .  | 5     |
| 7 Amendements proposés par MM. Hatry et Boël | 6     |
| 8 Amendement proposé par M. Hatry . . . . .  | 8     |

**R. A 15345***Voir :***Documents du Sénat :****1289 (1990-1991) :**N<sup>o</sup> 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.N<sup>o</sup> 2 : Rapport**BELGISCHE SENAAAT****ZITTING 1990-1991**

12 JULI 1991

**Ontwerp van wet tot bescherming  
van de economische mededinging****AMENDEMENTEN****INHOUD**

| Nrs.                                          | Bladz. |
|-----------------------------------------------|--------|
| 3 Amendementen van de heren Hatry en Boël . . | 2      |
| 4 Amendement van de heer Hatry . . . . .      | 5      |
| 5 Amendement van de heren Hatry en Boël . .   | 5      |
| 6 Amendement van de heer Hatry . . . . .      | 5      |
| 7 Amendementen van de heren Hatry en Boël .   | 6      |
| 8 Amendement van de heer Hatry . . . . .      | 8      |

**R. A 15345***Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****1289 (1990-1991) :**

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Nr. 2: Verslag

### 3. — AMENDEMENTS PROPOSES PAR MM. HATRY ET BOEL

#### Art. 8

A. A cet article, après le mot « européenne », insérer les mots « ou qu'ils ont été notifiés à la Commission européenne en vue de bénéficier d'une telle exemption et ce jusqu'à la réponse des institutions européennes suite à cette notification ».

#### *Justification*

Il convient de délimiter plus clairement le champ d'application des dispositions européenne et belge. Les autorités belges retrouvent pleinement leurs pouvoirs.

Il s'agit d'une procédure visant à éviter la duplication des instructions à deux niveaux.

B. Compléter cet article par ce qui suit :

« Les accords, décisions et pratiques concertées visés aux articles 2, § 1<sup>er</sup>, et 3 qui font l'objet d'une notification, d'un examen, d'une exemption ou d'une sanction sur la base des articles 85 et 86 du Traité C.E.E. ne sont pas soumis à l'application de la présente loi. »

#### *Justification*

En vertu de la loi projetée les entreprises peuvent simultanément faire l'objet d'une procédure européenne et d'une procédure nationale et elles peuvent dès lors, le cas échéant, même être pénalisées deux fois pour les mêmes agissements.

Le présent amendement vise à remédier à cette situation.

L'exclusion de procédures parallèles devrait non seulement éviter que les entreprises soient soumises à deux examens mais aussi qu'elles fassent l'objet de décisions contradictoires. Toute pratique restrictive de la concurrence qui fait l'objet d'une procédure sur le plan communautaire doit entraîner *ipso facto* la suspension de toute procédure au plan belge. De plus la règle « non bis in idem » implique que les entreprises ne soient pas sanctionnées deux fois pour les mêmes comportements.

Par ailleurs ces deux principes ont été reconnus par la Cour européenne de Justice (arrêt Walt Wilhelm du 13 février 1969 et arrêt Böhringer du 14 décembre 1972).

#### Art. 9 à 13

Supprimer les articles 9 à 13.

#### *Justification*

Un contrôle préalable des concentrations est inacceptable car les pouvoirs publics disposent ainsi d'un instrument redoutable pour orienter les structures des entreprises. Une telle intervention est incompatible avec les exigences d'un accroissement de la com-

### 3. — AMENDEMENTEN VAN DE HEREN HATRY EN BOEL

#### Art. 8

A. In dit artikel na de woorden « Europese Economische Gemeenschap » in te voegen de woorden « of, indien zij aan de Europese Commissie zijn aangemeld teneinde in aanmerking te komen voor een dergelijke vrijstelling, totdat de Europese instellingen een antwoord hebben gegeven op die aanmelding ».

#### *Verantwoording*

De werkingssfeer van de Europese en de Belgische bepalingen moet duidelijker worden afgebakend. De Belgische overheid krijgt ten volle haar bevoegdheden terug.

Het gaat om een procedure die wil voorkomen dat instructies uitgaande van twee gezagsniveaus elkaar overlappen.

B. Dit artikel aan te vullen als volgt :

« Deze wet is niet van toepassing op de in de artikelen 2, § 1, en 3 bedoelde overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen die onderworpen zijn aan een aanmelding, een onderzoek, een vrijstelling of een sanctie op grond van de artikelen 85 en 86 van het E.E.G.-Verdrag. »

#### *Verantwoording*

Krachtens de ontwerp-wet kan tegen de ondernemingen tegelijkertijd een Europese zowel als een nationale procedure worden aangespannen en zij kunnen derhalve, in voorkomend geval, zelfs twee keer voor dezelfde gedragingen worden gestraft.

Dit amendement beoogt die toestand te verhelpen.

Door parallelle procedures onmogelijk te maken, kan niet alleen worden voorkomen dat de ondernemingen twee keer worden onderzocht, maar ook dat tegen hen tegenstrijdige besluiten worden uitgevaardigd. Wordt tegen een praktijk die de mededinging beperkt, een procedure op gemeenschapsniveau aangespannen, dan moet dat *ipso facto* betekenen dat elke Belgische procedure wordt geschorst. De regel « non bis in idem » houdt voorts in dat de bedrijven niet twee keer voor dezelfde gedragingen worden gestraft.

Die twee beginselen werden trouwens bekrachtigd door het Europees Hof van Justitie (arrest Walt Wilhelm van 13 februari 1969 en arrest Böhringer van 14 december 1972).

#### Art. 9 tot 13

De artikelen 9 tot 13 te doen vervallen.

#### *Verantwoording*

Voorafgaand toezicht op de totstandkoming van concentraties is onaanvaardbaar. Op die manier beschikt de overheid immers over een betwistbaar instrument om de structuur van ondernemingen te beïnvloeden. Een dergelijk overheidsingrijpen staat

pétitivité de nos sociétés indispensable à la veille de la réalisation du grand marché de 1993. Le système d'un contrôle préalable a pour conséquence que les concentrations ne peuvent être exécutées durant toute la période d'examen (le délai de suspension peut être de 105 jours avec une possibilité de prolongation en cas d'informations incomplètes), ce qui entravera sérieusement les opérations en question. Un contrôle préalable n'est d'ailleurs nullement nécessaire dans la mesure où l'article 3 permet déjà un contrôle *a posteriori* des concentrations qui devrait toutefois se limiter aux seuls abus de comportement.

#### Art. 11

##### *Subsidiairement :*

Remplacer le § 1<sup>er</sup> de cet article par le texte suivant :

« § 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que lorsque les entreprises concernées totalisent un chiffre d'affaires, déterminé selon les critères visés à l'article 46, de plus de cinquante milliards de francs et contrôlent ensemble plus de 40 p.c. du marché concerné. »

##### *Justification*

Les seuils proposés sont trop peu élevés. Ils permettront l'interférence des pouvoirs publics au niveau d'un très grand nombre de fusions et de prises de contrôle. Or, en les soumettant à une autorisation préalable, on risque de décourager les regroupements d'entreprises qui sont souvent indispensables compte tenu de la taille fréquemment insuffisante de nos entreprises. En effet, les procédures mises en place entraîneront des charges administratives importantes et entraveront les opérations en question notamment en raison du fait de l'imposition de délais.

De plus, le contrôle des opérations visées par le projet actuel est inutile et dangereux. Inutile parce qu'il s'appliquera à des concentrations qui, en raison de leur taille modeste et de la concurrence des entreprises d'autres pays membres, n'auront jamais pour effet l'acquisition d'une position dominante qui entravera de manière significative la concurrence sur le marché belge. Les travaux menés sur l'impact économique du marché intérieur ont mis en évidence la discipline qu'exerce déjà, au niveau des entreprises nationales, la concurrence des échanges intracommunautaires, concurrence qui sera encore accrue après le 1<sup>er</sup> janvier 1993 (Commission des Communautés européennes, « L'impact sectoriel du marché intérieur sur l'industrie: les enjeux pour les Etats membres », *Economie européenne* 1990, numéro spécial, p. 125; Jacquemin A. et Sapir A., « Competition and imports in the European market », C.E.P.R., *Discussion Paper* No. 474, 1990; Commission des Communautés européennes, *Economie européenne*, n° 35, 1988). Ceci est dangereux dans la mesure où on risque d'interdire des restructurations qui sont indispensables pour sauvegarder la compétitivité de nos entreprises vis-à-vis de leurs concurrents d'autres pays membres qui ont une taille beaucoup plus importante.

Par ailleurs, d'après le projet de loi, le chiffre d'affaires d'une entreprise résulte de la somme des chiffres d'affaires des entreprises du groupe dont elle fait partie: ceci élargit encore sensiblement le nombre des entreprises concernées.

Aussi peut-on s'interroger sur la possibilité pour le Service de la concurrence d'examiner le nombre élevé des opérations qui seront notifiées.

Il faut dès lors augmenter substantiellement les seuils afin que seules les concentrations importantes soient soumises à un contrôle préalable. Le projet reconnaît d'ailleurs lui-même la nécessité d'une nouvelle évaluation des seuils après deux ans.

haaks op de eis om de concurrentiekracht van onze ondernemingen te verbeteren, wat met het oog op de interne markt van 1993 onontbeerlijk is. Het systeem van voorafgaand toezicht heeft tot gevolg dat de concentraties tijdens de onderzoeksperiode niet tot stand kunnen komen (de opschorting kan tot 105 dagen duren en kan bovendien worden verlengd indien onvoldoende gegevens werden verstrekt), wat een ernstige belemmering voor dergelijke operaties vormt. Voorafgaand toezicht is trouwens overbodig, aangezien artikel 3 al de mogelijkheid biedt concentraties *a posteriori* te onderzoeken. Ook dat onderzoek zou zich evenwel tot misbruiken moeten beperken.

#### Art. 11

##### *Subsidiair :*

In dit artikel, § 1 te vervangen als volgt :

« § 1. De bepalingen van deze afdeling zijn slechts van toepassing wanneer de betrokken ondernemingen een omzet, bepaald volgens de in artikel 46 bedoelde criteria, van meer dan vijftig miljard frank totaliseren en samen meer dan 40 p.c. van de betrokken markt controleren. »

##### *Verantwoording*

De voorgestelde drempels zijn niet hoog genoeg. Zij maken het ingrijpen van de overheid mogelijk bij een zeer groot aantal fusies en gevallen waarin een controlepositie wordt verworven. Door die te onderwerpen aan een voorafgaande goedkeuring dreigt men de samensmelting van ondernemingen te ontmoedigen, wat vaak onontbeerlijk is, gelet op de vaak te kleine omvang van onze ondernemingen. De ingestelde procedures zullen belangrijke administratieve kosten meebrengen en de desbetreffende operaties belemmeren, met name doordat termijnen worden opgelegd.

Bovendien is de controle van de operaties, zoals neergelegd in het huidige ontwerp nutteloos en gevaarlijk. Nutteloos omdat ze van toepassing zijn op concentraties die, wegens hun bescheiden omvang en de concurrentie van ondernemingen uit andere landen, nooit tot gevolg zullen hebben dat een machtspositie wordt verworven die de concurrentie op de Belgische markt noemenswaardig zou verstoren. Onderzoek naar de economische weerslag van de interne markt heeft aangetoond dat de concurrentie van het intra-communautair verkeer reeds een grote discipline oplegt aan de nationale bedrijven; die concurrentie zal nog toenemen na 1 januari 1993 (Commissie van de Europese Gemeenschappen, « L'impact sectoriel du marché intérieur sur l'industrie: les enjeux pour les Etats membres », *Economie européenne* 1990, numéro spécial, blz. 125; Jacquemin A. en Sapir A., « Competition and imports in the European market », C.E.P.R., *Discussion Paper* No. 474, 1990; Commissie van de Europese Gemeenschappen, *Economie européenne*, nr. 35, 1988). Dat is gevaarlijk, aangezien het risico bestaat dat herstructureringen worden verboden die onontbeerlijk zijn om de concurrentiepositie van onze bedrijven t.o.v. hun concurrenten uit de andere lidstaten, die veel groter zijn te beschermen.

Bovendien hanteert het wetsontwerp als criterium de totale omzet van de ondernemingen van de groep waarvan een bepaalde onderneming deel uitmaakt: dat vergroot het aantal betrokken ondernemingen nog aanzienlijk.

Men kan zich dan ook vragen stellen over de mogelijkheid voor de Dienst voor de Mededinging om het hoge aantal operaties die zullen worden aangemeld te onderzoeken.

De drempels moeten dan ook aanzienlijk worden verhoogd zodat alleen de grote concentraties aan een voorafgaande controle worden onderworpen. Het ontwerp erkent trouwens zelf dat na twee jaar een nieuwe evaluatie van de drempels nodig is.

A l'instar de la réglementation européenne en matière de concentrations, et contrairement au projet belge, il faudrait partir de seuils très élevés quitte à éventuellement les abaisser par la suite en fonction de l'expérience acquise.

Dans son arrêt *United Brands* du 14 février 1978, la Cour de Justice des Communautés européennes a déclaré qu'une part du marché située entre 40 et 45 p.c. ne permet pas à une société de contrôler le marché.

#### *Premier amendement subsubsidiaire :*

Au § 1<sup>er</sup> de cet article, remplacer les mots « un milliard de francs » par les mots « dix milliards de francs » et le pourcentage de « 20 p.c. » par le pourcentage de « 35 p.c. ».

#### *Deuxième amendement subsubsidiaire :*

Au § 1<sup>er</sup> de cet article, remplacer les mots « d'un milliard » par les mots « de deux milliards » et le pourcentage de « 20 p.c. » par le pourcentage de « 25 p.c. ».

#### *Justification*

La limitation des tracasseries administratives frappant nos P.M.E. est l'un des objectifs inscrits dans l'accord de Gouvernement. La Commission Conform a été renforcée à cet effet. C'est dans cet esprit que nous proposons de relever le seuil d'un milliard prévu à l'article 11. En effet, 1 500 entreprises belges ont un chiffre d'affaires dépassant le milliard, et plus de 700 un chiffre d'affaires supérieur à deux milliards. Il ne faut pas non plus perdre de vue que pour la détermination du seuil, les chiffres d'affaires des entreprises concernées sont additionnés.

Dans le préambule du Règlement 4064/89, il est précisé que si la part du marché ne dépasse pas 25 p.c., il n'y a pas d'indication permettant de parler de restriction de la concurrence. Il serait préférable pour la sécurité juridique de s'en tenir à ce pourcentage.

#### *Troisième amendement subsubsidiaire :*

Compléter le § 1<sup>er</sup> de cet article par un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Le Roi adapte annuellement le premier de ces seuils sur la base de l'indice des prix à la consommation. »

#### *Justification*

Au delà du simple bon sens, cette proposition vise à pallier l'absence d'adaptations régulières telles qu'autorisées au § 2.

P. HATRY  
P. BOEL.

\*  
\* \*

Naar het voorbeeld van de Europese regelgeving inzake concentraties, en in tegenstelling tot het Belgische ontwerp, moet men zich baseren op zeer hoge drempels zodat die eventueel kunnen worden verlaagd afhankelijk van de opgedane ervaring.

In zijn arrest *United Brands* van 14 februari 1978 heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen verklaard dat een marktaandeel tussen 40 en 45 pct. een vennootschap niet in staat stelt de markt te controleren.

#### *Eerste subsubsidiair amendement :*

In § 1 van dit artikel, de woorden « één miljard frank » te vervangen door de woorden « tien miljard frank » en de woorden « 20 pct. » te vervangen door de woorden « 35 pct. ».

#### *Tweede subsubsidiair amendement :*

In § 1 van dit artikel, de woorden « één miljard » te vervangen door de woorden « twee miljard » en de woorden « 20 pct. » te vervangen door de woorden « 25 pct. ».

#### *Verantwoording*

Het beperken van de rompslomp van de Belgische K.M.O.'s staat vermeld in het regeerakkoord als een na te streven doel. Daartoe werd de Commissie Conform versterkt. In deze geest willen we de drempel van 1 miljard in artikel 11 verhogen. Immers, 1 500 Belgische bedrijven halen meer dan 1 miljard omzet en 700 meer dan 2 miljard frank omzet. We mogen ook niet uit het oog verliezen dat voor het bepalen van de drempel de omzet van de betrokken ondernemingen samengevoegd wordt.

In de preambule van Verordening 4064/89 vindt men dat, indien het marktaandeel 25 pct. niet overschrijdt, er geen indicatie aanwezig is om te spreken van een belemmering van de mededinging. Het ware rechtszekerder conform met dit percentage te blijven.

#### *Derde subsubsidiair amendement :*

Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« De Koning legt jaarlijks de eerste van die drempels vast op grond van het indexcijfer van de consumptieprijsen. »

#### *Verantwoording*

Meer nog dan een blijk van gezond verstand is ons voorstel een oplossing voor het gebrek aan geregelde aanpassingen zoals toegestaan in § 2.

\*  
\* \*

#### 4. — AMENDEMENT PROPOSE PAR M. HATRY

---

##### Art. 17

Remplacer le § 4 de cet article par ce qui suit :

« § 4. Le Conseil de la concurrence est assisté par un greffier et deux greffiers adjoints, nommés par arrêté royal. »

##### *Justification*

Le secrétariat de la concurrence devrait être totalement indépendant. Dans le projet de loi, force est de constater qu'il est « juge et partie » dans la mesure où les membres du secrétariat font partie du Service de la concurrence qui instruit le dossier. Le secrétariat du Conseil de la concurrence ne peut dès lors être assuré par des fonctionnaires du Service de la concurrence.

P. HATRY.

\*  
\* \*

#### 5. — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. HATRY ET BOEL

##### Art. 23

Au § 3, cinquième alinéa, de cet article, supprimer le texte en regard du premier tiret.

##### *Justification*

Nécessité ne peut faire loi et le projet doit donc se conformer aux principes de droit en la matière.

P. HATRY.  
P. BOEL.

\*  
\* \*

#### 6. — AMENDEMENT PROPOSE PAR M. HATRY

---

##### Art. 24

Compléter le § 3 de cet article par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Les entreprises intéressées peuvent consulter le dossier et elles peuvent en obtenir une copie contre paiement. Si le dossier contient des éléments confi-

#### 4. — AMENDEMENT VAN DE HEER HATRY

---

##### Art. 17

Paragraaf 4 van dit artikel te vervangen als volgt :

« § 4. De Raad voor de mededinging wordt bijgestaan door een griffier en twee adjunct-griffiers, die bij koninklijk besluit worden benoemd. »

##### *Verantwoording*

Het secretariaat voor de mededinging zou volledig onafhankelijk moeten zijn. We stellen echter vast dat dit secretariaat in het wetsontwerp tegelijk rechter en partij is, daar de leden van het secretariaat deel uitmaken van de Dienst voor de mededinging die het dossier onderzoekt. Het secretariaat van de Raad voor de mededinging mag bijgevolg niet worden verzorgd door ambtenaren van de Dienst voor de mededinging.

\*  
\* \*

#### 5. — AMENDEMENT VAN DE HEREN HATRY EN BOEL

##### Art. 23

In § 3, vijfde lid, van dit artikel, de tekst van het eerste gedachtenstreepje te doen vervallen.

##### *Verantwoording*

Nood mag geen wet breken, en derhalve dient het ontwerp in overeenstemming te zijn met de ter zake geldende rechtsbeginselen.

\*  
\* \*

#### 6. — AMENDEMENT VAN DE HEER HATRY

---

##### Art. 24

Paragraaf 3 van dit artikel aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« De betrokken ondernemingen kunnen inzage nemen in het dossier en kunnen tegen betaling een afschrift ervan ontvangen. Indien het dossier vertrou-

dentiels, le président du Conseil les retire. Le président du Conseil mentionne au dossier que ces pièces en ont été retirées. Des pièces ne peuvent être considérées comme confidentielles que si leur publication est susceptible de nuire à l'une des parties où un intérêt.»

#### *Justification*

L'accès au dossier doit être autorisé aux entreprises intéressées dès le moment de la mise en instruction par le Service de la concurrence afin qu'elles puissent connaître avec précision les griefs qui sont retenus contre elles. Les entreprises pourront ainsi formuler leurs remarques en connaissance de cause et, le cas échéant, dès le début déjà réfuter les plaintes non fondées. L'accès au dossier au moment seulement où le Conseil de la concurrence est saisi du dossier est donc trop tardif.

De plus, les parties doivent dans la mesure du possible avoir accès à l'ensemble du dossier, tout en tenant compte de la nécessité de protéger les secrets d'affaires et les intérêts de ceux qui ont communiqué des documents.

P. HATRY.

\*  
\* \*

#### 7. — AMENDEMENTS PROPOSES PAR MM. HATRY ET BOEL

##### Art. 24

#### *Subsidiairement à l'amendement 1289-6:*

Compléter le § 3 de cet article par la disposition suivante:

« Entre la convocation et l'audition des entreprises intéressées doit s'écouler un délai d'au moins sept jours francs au cours duquel les entreprises ont accès au dossier constitué par le service.

Cette consultation se fait au secrétariat du service; si le dossier contient des éléments confidentiels, le fonctionnaire dirigeant peut les retirer. »

#### *Justification*

A tout moment de la procédure, les droits de la défense doivent être sauvegardés. L'audition des entreprises ne présente de réel intérêt pour le service que si elle peut se faire sur les mêmes bases — à l'exception des documents confidentiels — pour les deux parties.

welijke gegevens bevat, worden ze door de voorzitter van de Raad uit het dossier verwijderd. De voorzitter van de Raad vermeldt in het dossier dat die stukken eruit werden verwijderd. Stukken kunnen slechts als vertrouwelijk worden beschouwd indien hun bekendmaking een van de partijen of een betrokkene kan schaden. »

#### *Verantwoording*

Van bij het begin van het onderzoek door de Dienst voor de mededinging moeten de ondernemingen inzage verkrijgen in het dossier opdat zij kennis kunnen nemen van wat hun precies ten laste wordt gelegd. Zo zullen de ondernemingen met kennis van zaken opmerkingen kunnen formuleren en zullen zij, in voorkomend geval, van bij het begin ongegronde klachten kunnen afwijzen. Het is veel te laat wanneer betrokkenen pas inzage krijgen in het dossier op het ogenblik dat het dossier bij de Raad voor mededinging aanhangig wordt gemaakt.

Daarenboven moeten partijen zoveel mogelijk inzage hebben in het volledige dossier waarbij het vanzelfsprekend noodzakelijk is handelsgeheimen te beschermen evenals de belangen van hen die stukken hebben meegedeeld.

\*  
\* \*

#### 7. — AMENDEMENTEN VAN DE HEREN HATRY EN BOEL

##### Art. 24

#### *Subsidiair op het amendement 1289-6:*

Paragraaf 3 van dit artikel aan te vullen als volgt:

« Tussen de oproeping en het verhoor van de betrokken ondernemingen dient een termijn van ten minste zeven volle dagen te verlopen tijdens welke de ondernemingen het door de Dienst voor de mededinging aangelegde dossier kunnen raadplegen.

Die raadpleging gebeurt op het secretariaat van de dienst; indien het dossier vertrouwelijke gegevens bevat, kan de leidinggevende ambtenaar ze verwijderen. »

#### *Verantwoording*

Tijdens de procedure moeten de rechten van verdediging te allen tijde worden gevrijwaard. Het verhoor van de ondernemingen kan voor de dienst alleen echt van belang zijn mits dat verhoor voor de beide partijen op dezelfde grondslagen, de vertrouwelijke stukken uitgezonderd, kan plaatsvinden.

## Art. 27

Au quatrième alinéa du § 2 de cet article, supprimer les mots « ainsi que les représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs de ces entreprises ou ceux qu'ils désignent ».

*Justification*

Le Conseil ne peut se prononcer que sur les aspects économiques de la concentration et non sur ses implications sociales. La suppression de cette disposition ne porte pas atteinte au droit légitime des représentants des travailleurs d'exprimer leur point de vue au sein, par exemple, du conseil d'entreprise lorsqu'une fusion se dessine.

## Art. 33

Supprimer cet article.

*Justification*

Voir la justification de l'amendement aux articles 9 à 13.

## Art. 55

Au § 1<sup>er</sup>, lettre *b*), faire précéder le texte en regard du tiret par ce qui suit :

« — L'article 2, § 2*bis* et § 4, alinéas 1 à 3. A l'article 2, § 5, alinéa premier, de ce même arrêté-loi les mots « en vertu des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> et des §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 2*bis* du présent article » sont remplacés par les mots « en vertu des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> et des §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article. »

*Justification*

L'amendement vise à instaurer un parallélisme entre l'entrée en vigueur de la loi sur la concurrence économique et le démantèlement — partiel — de la réglementation des prix. Bien que les deux réglementations en question aient pour objectif de promouvoir la stabilité des prix, elles sont totalement contradictoires et inconciliables.

En effet, un contrôle administratif des prix basé sur une déclaration préalable de hausse de prix et la possibilité de fixer un prix maximum individuel conduisent à une coordination des prix. Un traitement rapide des dossiers et la nécessité pour les autorités publiques de respecter le principe de non-discrimination engendrent un traitement collectif des dossiers introduits individuellement et des avis ministériels uniformes qui ne reflètent pas la situation économique de chaque entreprise individuelle.

Ainsi, la réglementation des prix contraint les entreprises à des comportements d'anticipation et de correction. De plus, elle ne conduit pas au prix économiquement le plus justifié et au dynamisme des entreprises les plus performantes. Au contraire, elle favorise les hausses de prix et elle en empêche les baisses.

## Art. 27

In het vierde lid van § 2 van dit artikel te doen vervallen de woorden « evenals de vertegenwoordigers van de meest representatieve organisaties van werknemers van deze ondernemingen, of diegenen die zij aanwijzen ».

*Verantwoording*

De Raad mag zich alleen over de economische aspecten van de concentratie en niet over de sociale gevolgen ervan uitspreken. De weglating van die bepaling doet geen afbreuk aan het recht van de vertegenwoordigers van de werknemers om bijvoorbeeld in de ondernemingsraad hun standpunt uiteen te zetten als er een fusie op til is.

## Art. 33

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Zie de verantwoording van het amendement bij de artikelen 9 tot en met 13.

## Art. 55

In § 1, *b*), de tekst naast het streepje te doen voorafgaan door wat volgt :

« — Artikel 2, § 2*bis* en § 4, eerste tot derde lid. In artikel 2, § 5, eerste lid, van diezelfde besluitwet worden de woorden « krachtens de bepalingen van artikel 1 en van de §§ 1, 2 en 2*bis* van dit artikel » vervangen door de woorden « krachtens de bepalingen van artikel 1 en de §§ 1 en 2 van dit artikel. »

*Verantwoording*

Het amendement beoogt een parallellisme in te stellen tussen de inwerkingtreding van de wet op de economische mededinging en de gedeeltelijke afbraak van de prijsreglementering. Hoewel de twee reglementeringen tot doel hebben prijsstabiliteit te bevorderen, zijn zij volstrekt tegenstrijdig en niet met elkaar verenigbaar.

Een administratieve controle van de prijzen gebaseerd op een voorafgaande prijsverhogingsaangifte en de mogelijkheid een individuele maximprijs vast te stellen, leiden tot prijscoördinatie. Een snelle behandeling van de dossiers en de noodzaak dat de overheid het beginsel van niet-discriminatie naleeft leiden tot een collectieve behandeling van de dossiers die individueel zijn ingediend en tot eenvormige ministeriële adviezen die de economische toestand van elke afzonderlijke onderneming niet weerspiegelen.

De prijsreglementering verplicht de bedrijven ertoe vooruit te lopen en correcties toe te passen. Voorts zullen zij niet leiden tot de economisch meest gewettigde prijs, noch tot dynamisme bij de best presterende ondernemingen. Integendeel zullen zij prijsstijgingen in de hand werken en prijsdalingen verhinderen.

Alors que la loi sur la concurrence économique a pour but de promouvoir la compétition entre les entreprises ainsi que le dynamisme des plus performantes, la réglementation des prix compromet le fonctionnement du marché. La réglementation des prix et la politique de concurrence sont, dès lors, antinomiques.

Par ailleurs, sous le point 2.5.2 de son avis du 10 décembre 1990 sur le 19<sup>e</sup> rapport sur la politique de concurrence, la section de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services du Comité économique et social des Communautés européennes a déclaré: « les prix doivent en principe être le produit du marché, c'est-à-dire du libre jeu des forces économiques. La politique de concurrence doit veiller à ce que ce résultat s'obtienne dans le respect des rôles respectifs de toutes les parties économiques et sociales, dans l'intérêt du consommateur et dans le respect des contraintes légales concernant l'environnement et le territoire (pour ne citer que les plus actuelles et les plus importantes). Par conséquent, ni les entreprises, ni même les autorités nationales ne doivent intervenir de façon abusive dans la formation et le niveau des prix. Il ne reste à gérer que quelques dérogations, lesquelles sont au demeurant du ressort de systèmes nationaux de contrôle/surveillance. » Il est à noter que le commissaire européen pour la concurrence, Sir Leon Brittan, à la suite d'une intervention du 20 décembre 1989 de M. J. Pardon, membre belge du Comité économique et social, a répondu dans une lettre du 15 février 1990 « qu'il partageait l'analyse qui conduit à conclure, en théorie, que la législation sur la concurrence et la législation sur les prix poursuivent des objectifs antagonistes ». De plus, le Fonds monétaire international a tout récemment relevé dans son rapport sur la situation économique de notre pays qu'un système de contrôle des prix est incompatible avec une économie de marché.

Il convient donc d'abandonner la voie actuelle et de promouvoir le libre jeu de la concurrence qui est le mieux à même de sauvegarder les prix les plus bas. A part le grand-duché de Luxembourg, la Belgique est le seul pays qui dispose encore d'un système de contrôle général des prix. Le maintien de ce système engendre donc une discrimination des entreprises belges.

On relèvera enfin que le démantèlement proposé n'est que partiel: seraient, en effet, seulement supprimées la possibilité de fixer des prix maxima individualisés et la déclaration préalable des hausses de prix. Continueraient, par contre, à subsister, le régime du prix normal, le régime de prix et de marge maximum par produit ou service (régime de prix et de marge maximum sectoriel) incluant la possibilité pour le Ministre des Affaires économiques d'édicter un blocage général des prix, ainsi que le régime de contrat de programme.

P. HATRY.  
P. BOEL.

\*  
\* \*

## 8. — AMENDEMENT PROPOSE PAR M. HATRY

Art. 46

Au § 1<sup>er</sup> de cet article, ajouter un alinéa rédigé comme suit:

« Pour l'application des articles 11 et 36 de la présente loi, le chiffre d'affaires est cependant calculé après déduction de l'accise et de la T.V.A. perçue sur les ventes des entreprises en question. »

Terwijl de wet op de economische mededinging tot doel heeft de concurrentie tussen de bedrijven alsmede de slagkracht van de best presterende ondernemingen te bevorderen, brengt de prijsreglementering de werking van de markt in het gedrang. De reglementering van de prijzen en het mededingsbeleid hebben dus een tegenstrijdige werking.

Sub punt 2.5.2 van zijn advies van 10 december 1990 inzake het 19e rapport over het mededingsbeleid, heeft de afdeling industrie, handel, ambacht en diensten van het Economisch en Sociaal Comité van de Europese Gemeenschappen verklaard: « de prijzen moeten in beginsel het produkt van de markt zijn, d.w.z. van het vrije spel van de economische krachten. Het mededingsbeleid moet erop toezien dat dit resultaat verkregen wordt met eerbiediging van de respectieve rollen van alle economische en sociale partijen, in het belang van de consument en met respect voor de wettelijke verplichtingen betreffende het leefmilieu en het grondgebied (om maar de meest actuele en meest belangrijke te noemen). Bijgevolg mogen noch de ondernemingen, noch de nationale overheden op onrechtmatige wijze optreden ter zake van prijsvorming en prijspeil. Slechts een paar afwijkingen mogen worden toegestaan die trouwens onder de nationale regelingen inzake controle toezicht vallen. » Er zij opgemerkt dat de Europese commissaris voor de mededinging, Sir Leon Brittan, tengevolge van een betoog van 20 december 1989 van de heer J. Pardon, Belgisch lid van het Economisch en Sociaal Comité, in een brief van 15 februari 1990 geantwoord heeft « dat hij het eens was met de analyse die besluit dat in theorie de wetgeving op de mededinging en de wetgeving op de prijzen tegengestelde doelstellingen beogen ». Bovendien heeft het Internationaal Monetair Fonds er zeer onlangs in een verslag over de economische toestand van ons land op gewezen dat een systeem van prijscontrole niet verenigbaar is met een markteconomie.

De huidige weg moet dus worden verlaten en het vrije spel van de mededinging dat het meest geschikt is om tot de laagst mogelijke prijzen te komen, moet worden bevorderd. Afgezien van het Groothertogdom Luxemburg is België het enige land dat nog over een algemene regeling inzake prijscontrole beschikt. Het handhaven van dit systeem brengt dus een discriminatie mee van de Belgische bedrijven.

Er zij tenslotte opgemerkt dat de voorgestelde afbraak maar gedeeltelijk is: alleen de mogelijkheid om geïndividualiseerde maximumprijzen vast te stellen en de voorafgaande prijsverhogingsaangifte worden geschrapt. De regeling van maximumprijzen en maximumwinst per produkt of dienst (regeling van maximumprijzen en sectoriële maximumwinst), met inbegrip van de mogelijkheid voor de Minister van Economische Zaken om een algemene prijsblokkering af te kondigen, alsmede de regeling inzake lopende contracten blijven echter bestaan.

\*  
\* \*

## 8. — AMENDEMENT VAN DE HEER HATRY

Art. 46

Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met een derde lid, luidende:

« Voor de toepassing van de artikelen 11 en 36 van deze wet wordt de omzet echter berekend na aftrek van de accijnzen en de B.T.W. gegeven op de verkopen van de betrokken ondernemingen. »

*Justification*

On peut s'interroger sur la portée du terme « chiffre d'affaires ». Celui-ci s'entend-il T.V.A. et accises incluses ?

Le Ministre a fait remarquer en premier lieu qu'afin de maintenir une notion unique du chiffre d'affaires en droit belge, il a été décidé de reprendre la définition contenue dans une des annexes de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises (voir section 2, point IV, B. 2, relatif aux impôts sur le résultat d'exercices antérieurs).

Cette définition — incorporée dans l'arrêté royal en 1983 — reprend celle contenue dans la quatrième directive du Conseil C.E.E. du 25 juillet 1978, article 28. Elle précise notamment que le montant du chiffre d'affaires à retenir « ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée et les autres impôts directement liés au chiffre d'affaires ».

En ce qui concerne la T.V.A., il est clair qu'il ne doit pas en être tenu compte dans le calcul du chiffre d'affaires.

Pour les droits d'accises, par contre, rien n'est précisé. Le problème s'est donc posé de savoir si ces droits peuvent être considérés comme des « impôts directement liés au chiffre d'affaires ».

Afin d'obtenir de plus amples informations sur le contenu de cette expression, l'avis de la Commission des normes comptables a été demandé.

Etant donné que le droit comptable belge a repris la définition donnée par les autorités européennes, la Commission des normes comptables s'est référée à l'opinion communément adoptée au niveau de la Commission des Communautés européennes. Cette opinion s'exprime de la manière suivante :

« Contrairement à la taxe sur la valeur ajoutée qui est perçue et remboursée à tous les stades de la chaîne de production, les droits d'accises font normalement l'objet d'un versement unique par le producteur au moment où le produit quitte l'entreprise. Les droits d'accises font ensuite partie intégrante du prix de production dont ils ne peuvent plus être distingués. L'approche la plus logique semble donc de considérer les droits d'accises comme un élément indissociable du prix du produit qui devrait toujours être inclus dans le montant net du chiffre d'affaires (1). »

On peut rappeler que l'importance du problème résulte de ce que le niveau du chiffre d'affaires détermine l'applicabilité des dispositions relatives aux concentrations (art. 11) et de la disposition relative aux amendes (art. 36). En effet, dans ces deux articles, le chiffre d'affaires est déterminant en ce qui concerne la fixation du champ d'application de la loi ou du niveau des amendes.

Le projet se réfère à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises. On aurait pu prendre un autre critère. Le seul qui est pertinent est celui qui résulte de la quatrième directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978, qui précise que le montant à retenir « ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée et les autres impôts directement liés au chiffre d'affaires ».

Le Ministre, dans son interprétation, néglige totalement la terminologie utilisée en droit fiscal et qui est, de plus, retenue par les organisations internationales comme l'O.C.D.E., à savoir que les impôts sur le chiffre d'affaires comportent la T.V.A., la taxe de transmission, dans la mesure où elle existe encore, et les accises.

*Verantwoording*

Men kan zich de vraag stellen naar de draagwijdte van het begrip « omzet ». Zijn de B.T.W. en de accijnzen inbegrepen in het omzetcijfer waarop men zich moet baseren ?

In de eerste plaats heeft de Minister opgemerkt dat om de inhoud van het begrip « omzet » in het Belgisch recht eenduidig te houden, men besloten heeft de bepaling over te nemen uit een van de bijlagen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen (cf. afdeling 2, punt IV, B. 2 over de belasting op het bedrijfsresultaat over de vorige boekjaren).

In feite neemt deze bepaling, die in 1983 in het koninklijk besluit werd opgenomen, woordelijk de inhoud over van artikel 28 van de 4e richtlijn van de E.E.G.-Raad van 25 juli 1978, dat met name bepaalt welke bedragen onder de netto-omzet vallen « onder aftrek ... van belasting over de toegevoegde waarde en andere rechtstreeks met de omzet samenhangende belastingen ».

Bij het berekenen van de omzet hoeft men dus geen rekening te houden met de B.T.W. Zoveel is duidelijk.

Van de accijnsrechten daarentegen is er geen sprake. Vandaar de vraag of die rechten ook deel uitmaken van de « andere rechtstreeks met de omzet samenhangende belastingen ».

Om hierover meer te weten te komen, heeft men het advies van de Commissie voor boekhoudkundige normen ingewonnen.

Aangezien het Belgisch boekhoudrecht de bepaling van de Europese instellingen heeft overgenomen, verwijst de Commissie voor boekhoudkundige normen naar het standpunt dat de E.E.G.-Commissie ter zake meestal inneemt. Dat standpunt luidt als volgt :

« In tegenstelling tot de belasting op de toegevoegde waarde die geheven en terugbetaald wordt in alle stadia van de produktieketen, maken de accijnzen normalerwijze het voorwerp uit van één enkele storting door de producent op het ogenblik dat het produkt het bedrijf verlaat. De accijnzen maken vervolgens deel uit van de productieprijzen, waarvan ze niet langer onderscheiden kunnen worden. De meest logische aanpak lijkt erin te bestaan de accijnsrechten te beschouwen als een onlosmakelijk onderdeel van de prijs van het produkt dat hoe dan ook onder de netto-omzet moet vallen (1). »

Er zij aan herinnerd dat het probleem zo belangrijk is omdat de omzet doorslaggevend is voor de uitvoering van de bepalingen inzake de concentraties (art. 11) en van die inzake de geldboeten (art. 36). In die twee artikelen is de omzet bepalend voor het toepassingsgebied van de wet of voor het bedrag van de boeten.

Het ontwerp verwijst naar het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen. Men had eventueel een ander criterium kunnen hanteren. Het enige ter zake dienend criterium is evenwel dat van de vierde richtlijn van 25 juli 1978, van de E.G.-Raad die bepaalt welke bedragen onder de netto-omzet vallen « onder aftrek ... van belasting over de toegevoegde waarde en andere rechtstreeks met de omzet samenhangende belastingen ».

De Minister heeft in zijn interpretatie geen oog voor de terminologie van het belastingrecht, die bovendien ook nog wordt gebruikt bij internationale instellingen zoals de O.E.S.O., d.w.z. dat de belasting op de omzet de B.T.W., de overdrachtstaks, in zoverre die nog bestaat, en de accijnzen omvat.

(1) L'harmonisation comptable dans les Communautés européennes. Problèmes d'application de la 4<sup>e</sup> directive concernant les comptes annuels des sociétés de capitaux, Commission des Communautés européennes, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1990, p. 22.

(1) Harmonisatie van de verslaggeving in de Europese Gemeenschap. Problemen inzake de toepassing van de vierde richtlijn betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen, Commissie van de Europese Gemeenschappen, Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen, 1990, blz. 22.

Dans la classification internationale des impôts, les accises font incontestablement partie des impôts sur le chiffre d'affaires.

Le Ministre a une interprétation singulièrement restrictive lorsqu'il interprète les mots « directement liés au chiffre d'affaires » comme étant uniquement les impôts « proportionnels » au chiffre d'affaires, à savoir la T.V.A. Cette interprétation restrictive ne se fonde sur rien.

En effet, l'utilisation d'un document comportant une citation employée dans les usages internes de la Commission est assortie de la phrase « il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission ».

En outre, l'exemple cité par le Ministre est tiré exclusivement du processus industriel de la bière mais ne tient aucun compte de la principale des industries percevant des accises pour le compte de l'Etat, à savoir celle des huiles minérales.

Dans ce dernier cas, le Ministre affirme de façon totalement erronée « c'est lors de la fabrication des produits que l'on fixe le montant de la taxe à payer par le producteur, et non au moment de la vente ».

Rien n'est plus faux et cette déclaration du Ministre est en contradiction totale avec la réalité de la perception des accises dans l'industrie des huiles minérales, où cette perception s'effectue au moment de la mise en consommation et non à la production c'est-à-dire au moment où les produits sortent de l'entrepôt fictif et donc bien au moment de la consommation et non de la production.

La nature de l'impôt que constituent les accises est exactement la même que celle de la T.V.A. La différence essentielle entre les deux impôts, qui sont tous les deux des impôts à la consommation, réside dans la perception fractionnée de la T.V.A. lors de chaque transmission d'un opérateur à un autre, sur la partie de la valeur ajoutée qui est concernée, alors que l'accise est perçue en une seule fois, au moment de la déclaration en consommation.

Contrairement à ce qu'affirme le Ministre, l'accise est bien un impôt lié au chiffre d'affaires même s'il ne lui est pas proportionnel. Ce n'est pas parce qu'elle n'est pas *ad valorem* d'une façon générale, qu'elle ne peut pas être considérée comme taxe sur le chiffre d'affaires et tous les fiscalistes la traitent bien ainsi.

Dans le secteur des tabacs et cigarettes, il faut par ailleurs reconnaître que cette affirmation du Ministre est fautive également puisque une partie de la perception fiscale revêt une forme proportionnelle à la valeur.

Enfin, il est profondément injuste de constater que les secteurs en question, non seulement sont les percepteurs d'impôts obligés, et contre leur gré, pour le compte de la puissance publique, mais que ce fait même les amène à être plus mal traités que les autres secteurs, lorsqu'il s'agit de juger de la licéité des concentrations ou de déterminer le niveau de l'amende en cas d'infraction.

Il ne s'agit, par ailleurs, pas d'un petit problème puisque dans une série de cas, l'accise constitue un multiple du chiffre d'affaires hors accise et place, par conséquent, le chiffre d'affaires de ces entreprises à un niveau largement supérieur à ce qu'il serait si ces entreprises n'étaient pas considérées comme des percepteurs fiscaux.

La Commission a été d'accord pour dire qu'il ne doit pas être tenu compte de la T.V.A. pour le calcul du chiffre d'affaires.

La réponse paraît moins claire à la question de savoir s'il en va de même pour les accises.

Volgens de internationaal aanvaarde definitie van het begrip « belastingen » maken de accijnzen ongetwijfeld nog deel uit van de omzetbelasting.

De Minister interpreteert de woorden « rechtstreeks met de omzet samenhangend » op een wel bijzonder beperkende manier alsof het uitsluitend gaat om belastingen die in verhouding staan tot de omzet, te weten de B.T.W. Die zienswijze mist elke grond.

Wanneer men zich op een document beroept met een citaat dat binnen de Commissie gangbaar is, voegt men daaraan toe dat men zulks niet kan beschouwen als een officiële stellingname van de Commissie.

Daarenboven is het zo dat de Minister zijn voorbeeld uitsluitend gaat zoeken in de kringen van de bierbrouwerij en geenszins rekening houdt met de voornaamste industrietaak die accijnzen heft voor de Staat, te weten de producenten van minerale oliën.

In dat laatste geval slaat de Minister de bal ook volledig mis wanneer hij beweert dat men het bedrag van de door de producent te betalen belasting bij de fabricage bepaalt, en niet bij de verkoop.

Niets is evenwel minder waar. De verklaring van de Minister gaat regelrecht in tegen de manier waarop de accijnzen in de olie-industrie in de praktijk worden geheven, omdat de inning gebeurt wanneer het produkt op de markt komt en niet bij de produktie, d.w.z. op het ogenblik waarop de produkten een fictieve opslagplaats verlaten, dus op het ogenblik waarop zij aan de verbruiker te koop worden geboden en niet op het ogenblik waarop zij worden geproduceerd.

De accijnzen behoren tot precies dezelfde soort van belasting als de B.T.W. Het belangrijkste verschil tussen die twee vormen van belasting, die allebei een belasting op het verbruik vormen, bestaat erin dat de B.T.W. getrapd wordt geheven, telkens wanneer het produkt van het ene subject naar het andere overgaat, op het desbetreffende gedeelte van de toegevoegde waarde, terwijl accijnzen maar eenmaal worden geheven, te weten op het ogenblik dat de producent verklaart dat zijn produkt beschikbaar is voor de consument.

In tegenstelling tot wat de Minister beweert vormt de accijs wel degelijk een belasting die weliswaar verband houdt met de omzet, ook al wordt die niet verhoudingsgewijze berekend. Dat de accijs in de regel niet *ad valorem* wordt bepaald, is nog geen reden om hem niet te beschouwen als een omzetbelasting. Alle fiscalisten zijn het daarover wel degelijk eens.

Men mag er overigens van uitgaan dat bewering van de Minister al evenmin opgaat voor de sector tabak en sigaretten omdat de belasting althans gedeeltelijk wordt geheven in verhouding tot de waarde.

Men komt tot slot helaas tot de vaststelling dat de betrokken sectoren niet alleen tegen hun zin belastingen moeten heffen voor de overheid, maar bovendien nog slechter worden behandeld dan de andere sectoren, wanneer men zich moet uitspreken over de toelaatbaarheid van concentraties of het bedrag van geldboeten bij overtreding moet bepalen.

Het probleem is overigens niet te verwaarlozen want in tal van gevallen ligt het bedrag van de accijs vele malen hoger dan de omzet buiten accijs waardoor de omzet van die ondernemingen ruimschoots boven het normale bedrag komt te liggen, die de omzet zou hebben bereikt indien die ondernemingen niet als belastingontvangers zouden zijn behandeld.

De Commissie was het ermee eens dat met de B.T.W. geen rekening dient gehouden te worden bij de berekening van het omzetcijfer.

Of dit al dan niet het geval is wat de accijnzen betreft, lijkt niet zo duidelijk.

Le Ministre déclara que, sans qu'il s'agisse là d'une position officielle, la Commission des Communautés européennes admet habituellement que, contrairement à la taxe sur la valeur ajoutée qui est perçue et remboursée à tous les stades de la chaîne de production, les droits d'accises font normalement l'objet d'un versement unique par le producteur au moment où le produit quitte l'entreprise.

Les droits d'accises font ensuite partie intégrante du prix de production, dont ils ne peuvent plus être distingués. L'attitude la plus logique semble donc être de considérer les droits d'accises comme un élément indissociable du prix du produit, lequel devrait toujours être inclus dans le montant net du chiffre d'affaires.

Après quelques discussions, la Commission marque son accord pour considérer les droits d'accises comme « un élément indissociable du prix du produit qui doit être compris dans le chiffre d'affaires. »

Plusieurs commissaires au sein de la Commission ont contesté la déclaration du Ministre selon laquelle les droits d'accises seraient à la charge de l'entreprise qui produit et feraient l'objet d'un seul versement par le producteur au moment où le produit quitte l'entreprise. Ils affirment que le producteur n'est pas toujours celui qui paie les droits d'accises.

La Commission a été d'accord de dire que chez celui qui perçoit les droits d'accises et se borne à les transférer, ils ne sont pas inclus dans le chiffre d'affaires. Il ne s'agit pas toujours du producteur.

La Commission a été d'accord de dire que cette interprétation est correcte.

L'existence des droits d'accises ne doit pas aggraver la situation de l'entreprise.

On a posé la question de savoir à quelle personne il incombe de déterminer qui, entre le producteur et le consommateur, a payé les droits d'accises.

Le Ministre répondit que le magistrat doit tenir compte des chiffres de vente pour apprécier le chiffre d'affaires.

La Commission a dit que le magistrat devrait tenir compte de l'existence d'accises qui se trouvent incorporées dans le chiffre d'affaires pour ne pas aggraver, de ce fait, la situation de cette entreprise.

Dans cette optique, il est essentiel d'amender l'article 46. Il s'impose de simplifier les données du problème et de tenir compte de l'équité en la matière, à savoir de ne pas pénaliser une seconde fois des entreprises qui sont percepteurs d'impôts pour le compte de l'Etat pour les brimer de nouveau en matière de fusion ou d'absorption.

P. HATRY

De Minister argumenteert dat de Commissie van de Europese Gemeenschap, zonder dat dit een officiële stellingname zou zijn, gebruikelijk aanneemt dat in tegenstelling tot de belasting op de toegevoegde waarde die geheven en terugbetaald wordt in alle stadia van de produktieketen, de accijnzen normalerwijze het voorwerp uitmaken van één enkele storting door de producent op het ogenblik dat het produkt het bedrijf verlaat.

De accijnzen maken vervolgens deel uit van de produktieprijs, waarvan ze niet langer onderscheiden kunnen worden. De meest logische aanpak schijnt dus de accijnzen te beschouwen als een onlosmakelijk element van de prijs van het produkt, die steeds dient inbegrepen te worden in het nettobedrag van het omzetcijfer.

Na enige discussie is de Commissie akkoord de accijnzen te beschouwen als een « onlosmakelijk element van de prijs van het produkt, dat dient inbegrepen te worden in het omzetcijfer ».

Enkele commissieleden hebben een probleem met het citaat dat « de accijnzen ten laste vallen van de onderneming die produceert » (aldus de Minister), en met het citaat dat « de accijnzen het voorwerp uitmaken van één enkele storting door de producent op het ogenblik dat het produkt het bedrijf verlaat ». Ze beweren dat de producent niet altijd degene is die de accijnzen betaalt.

De Commissie was het ermee eens dat bij degene die de accijnzen int, en ze eenvoudig doorstort, de accijnzen niet opgenomen worden in het omzetcijfer. Dit is niet altijd de producent.

De Commissie vond deze uitleg correct.

Het bestaan van accijnsrechten mag de toestand van de onderneming niet verslechteren.

De vraag werd gesteld wie zal uitmaken welke persoon, tussen producent en consument, de accijnzen betaald heeft.

De Minister antwoordt dat de magistratuur rekening dient te houden met de verkoopcijfers bij het beoordelen van de omzet.

De Commissie heeft gezegd dat de magistratuur rekening diende te houden met het bestaan van accijnzen die in de omzet zijn begrepen, om de toestand van de onderneming niet te verslechteren.

Daarom is het van wezenlijk belang dat artikel 46 wordt gemendeerd. De gegevens moeten worden vereenvoudigd en er dient billijkheid te worden betracht, door de ondernemingen die voor rekening van de Staat reeds belastingen innen, niet een tweede keer te beboeten door hen ook nog te sarren in geval van fusie of overname.